

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 07/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet

97222 BELLEFONTAINE

Références : RI/ENV/22.082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 BELLEFONTAINE. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen de l'étude de dangers (EDD) de l'établissement. Cette inspection a notamment été l'occasion d'échanger sur les demandes complémentaires qui pourront être formulées à l'issue de l'instruction. Elle a également visé à contrôler quelques points mentionnés dans la notice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 BELLEFONTAINE
- Code AIOT dans GUN : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. La centrale thermique, d'une puissance totale de 220 MWe, est équipée de douze groupes diesel identiques comprenant chacun un moteur diesel et un alternateur couplé. Elle fournit, non seulement, de l'électricité aux habitants de l'île mais elle produit également, pour les besoins de son

process, de l'eau surchauffée par récupération sur les gaz d'échappement ainsi que de l'eau déminéralisée par procédé d'osmose inverse à partir de l'eau pompée en mer. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Notice de réexamen de l'étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Revue des évolutions scientifiques et techniques concernant les PhD	Autre du 08/02/2017, article II.3	/	Sans objet
REX PMII	Autre du 08/02/2017, article II.6	/	Sans objet
Notice EDD 2016	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Revue des écarts	Autre du 08/02/2017, article II.5	/	Sans objet
REX défaillances MMR et REX incidents	Autre du 08/02/2017, article II.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des points de la notice de réexamen de l'EDD contrôlés n'ont pas appelé d'observations particulières même si la notice devra être étayée, en particulier concernant le retour d'expérience des défaillances des MMR. Des éléments de justification sont en outre attendus sur plusieurs points de la précédente notice de réexamen (remise en 2016) qui a également fait l'objet d'un examen par sondage au cours de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Revue des évolutions scientifiques et techniques concernant les PhD

Référence réglementaire : Avis du 08/02/2017, article II.3
Thème(s) : Risques accidentels, Notice réexamen EDD
Prescription contrôlée : Le réexamen de l'EDD a lieu au moins tous les cinq ans. Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. Plus précisément, l'exploitant passe en revue : 3. Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.
Constats : Dans cette partie de la notice de réexamen, l'exploitant a rappelé que le risque de pressurisation des réservoirs avait été exclu du fait de la fangibilité des réservoirs et de la présence d'événements correctement dimensionnés. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la note de dimensionnement des événements et la justification que les matériels installés répondent bien aux caractéristiques mentionnées dans cette note.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Revue des écarts

Référence réglementaire : Avis du 08/02/2017, article II.5
Thème(s) : Risques accidentels, Notice réexamen EDD
Prescription contrôlée : Le réexamen de l'EDD a lieu au moins tous les cinq ans. Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. Plus précisément, l'exploitant passe en revue : 5. Les écarts constatés par l'inspection des installations classées (inspections, arrêtés de mise en demeure...) ou à la suite des contrôles internes et l'efficacité des dispositions prises en réponse.
Constats : Une revue des écarts constatés par l'inspection est présente, tout comme les dispositions prises en réponse. Les audits internes et ceux réalisés par le GESIP sont également abordés. Les inspecteurs se sont plus particulièrement intéressés aux suites données aux audits GESIP. Ils ont constaté que des tableaux de suivi des actions avaient été construits à la suite de ces audits. Ils ont contrôlé par sondage la mise en œuvre de certaines préconisations du GESIP. Cet examen n'a pas appelé d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REX PMII

Référence réglementaire : Avis du 08/02/2017, article II.6
Thème(s) : Risques accidentels, Notice réexamen EDD
Prescription contrôlée : Le réexamen de l'EDD a lieu au moins tous les cinq ans. Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. Plus précisément, l'exploitant passe en revue : 6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis.
Constats : Les inspecteurs ont contrôlé par sondage les suites données aux écarts constatés à l'occasion des contrôles réalisés au titre du PMII. Pour ce qui concerne la vanne repérée GDK 4110 VF, il a été observé que des fuites avaient été constatées au cours de 3 années consécutives.
L'exploitant apporte des éléments permettant de justifier que la fréquence d'occurrence de cet initiateur n'est pas remise en cause. Dans la négative, il modifie l'évaluation des scénarios d'accident comprenant cet initiateur ou adapte la maintenance de cet équipement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REX défaillances MMR et REX incidents

Référence réglementaire : Avis du 08/02/2017, article II.8
Thème(s) : Risques accidentels, Notice réexamen EDD
Prescription contrôlée : Le réexamen de l'EDD a lieu au moins tous les cinq ans. Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. Plus précisément, l'exploitant passe en revue : 8. Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).
Constats : Les inspecteurs se sont plus particulièrement intéressés aux suites données à deux incidents : un incident survenu en mai 2018 sur le site - Défaillance de la pompe FIREDOS : un contrôle par sondage de la mise en œuvre du plan d'actions consécutif à l'incident a été fait et n'a pas appelé d'observation ; un incident survenu en août 2019 sur le site de Vazzio - Incendie sur le toit du brûleur du groupe n°6 : il s'avère qu'il n'y a pas de REX à tirer étant donné les configurations différentes entre les deux sites (pas de brûleur à Bellefontaine) ; cela aurait mérité d'être précisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Notice EDD 2016

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, contenu EDD
Prescription contrôlée : INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ÉTUDES DE DANGERS [...] 3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient : i) Des causes opérationnelles ; ii) Externes, par exemple par effets domino ou du fait de sites non couverts par la présente directive, zones et aménagements susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur ; [...] b) Evaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs répertoriés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être concernées par de tels accidents impliquant l'établissement ; [...]
Constats : Les inspecteurs ont interrogé l'exploitant sur l'évaluation du potentiel de dangers « acide chlorhydrique » mentionné dans la notice de réexamen de l'EDD remise en 2016 (potentiel qui n'est plus présent dans la notice de 2021). Ils ont relevé que ce produit avait été commandé par erreur à l'époque et ont constaté que ce dernier n'était plus désormais présent sur le site. Ils ont également interrogé l'exploitant sur plusieurs hypothèses prises en compte dans la notice concernant l'évaluation des risques associés à une fuite sur les tuyauteries qui relient l'apportement bateau et le site pour l'acheminement du fioul, sans que des réponses n'aient pu être apportées : <ul style="list-style-type: none">• justification des fréquences d'initiateur différentes sur des mêmes segments de tuyauteries (tuyauteries FOD et FO2) ;• justification de la fréquence de l'initiateur « effets dominos – feu de nappe sous la tuyauterie de dépotage FOD (ou FO2) » ;• justification de l'absence d'effets dominos provenant d'un feu de cuvette du réservoir FOD conservé par EDF SEI sur le segment 5 de la tuyauterie. Il est demandé à l'exploitant de communiquer les justifications susmentionnées. Ils ont également vérifié sur le terrain la taille de la nappe prise en compte pour les modélisations en cas de fuite au niveau du segment 2. Il a été constaté que l'écoulement de produit pouvait se produire sur une largeur plus importante que celle retenue par l'exploitant (3 m). L'exploitant réévaluera les effets associés à un feu de nappe consécutif à une fuite au niveau du segment 2 et leur gravité au regard des constatations faites sur le terrain. Il précisera si cela a des conséquences sur le positionnement des scénarios d'accidents dans la matrice MMR.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet